

**ARRÊTÉ**

**N° 2023-PREF-DCSIPC-BSIOP n° 158 du 28 février 2023**

portant mesures de police applicables dans le département de l'Essonne,  
en vue de prévenir les violences urbaines.

**LE PRÉFET DE L'ESSONNE**

Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

**Vu** le règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges ;

**Vu** la loi n°2021-646 du 25 mai 2021 pour une sécurité globale préservant les libertés ;

**Vu** le code de l'environnement, notamment le chapitre VII du titre V du livre V de sa partie réglementaire ;

**Vu** le code pénal, notamment ses articles 322-5 et 322-11-1 ;

**Vu** le code de la sécurité intérieure, notamment ses articles L122-1 et L742-7 ;

**Vu** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements, notamment son article 11 ;

**Vu** le décret n° 2010-455 du 4 mai 2010 relatif à la mise sur le marché et au contrôle des produits explosifs ;

**Vu** le décret n° 2010-580 du 31 mai 2010 relatif à l'acquisition, la détention et l'utilisation des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques destinés au théâtre ;

**Vu** le décret n°2015-799 du 1<sup>er</sup> juillet 2015 relatif aux produits et équipements à risques ;

**Vu** le décret du 13 octobre 2020 portant nomination de Monsieur Cyril ALAVOINE, Sous-Préfet, Directeur de cabinet du Préfet de l'Essonne ;

**Vu** le décret du 20 juillet 2022 portant nomination de Monsieur Bertrand GAUME, Préfet hors-classe, en qualité de Préfet de l'Essonne ;

**Vu** l'arrêté N° 2018-PREF-DCSIPC/BSIOP/1194 du 7 décembre 2018 relatif à l'utilisation par des particuliers des artifices de divertissement et articles pyrotechniques dans le département de l'Essonne ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2023-PREF-DCPPAT-BCA-034 du 17 février 2023 portant délégation de signature à M. Cyril ALAVOINE, directeur de cabinet du préfet de l'Essonne ;

**Considérant** que, en application des articles L. 122-1 du code de la sécurité intérieure et 11 du décret du 29 avril 2004 susvisé, le préfet de département a la charge de l'ordre public, notamment la prévention des atteintes à la sécurité des personnes et des biens ;

**Considérant** que les violences envers les forces de l'ordre restent à un niveau élevé depuis le début de l'année 2023 avec 35 jets de projectiles, dont 19 sur la période allant du 01/02/2023 à ce jour, incluant des tirs de mortiers ;

**Considérant** qu'à l'occasion d'interventions, les forces de sécurité intérieure font régulièrement l'objet de jets de projectiles, de guets-apens et de tirs de mortiers, notamment :

- Dans la nuit du 03 février 2023 à 21h30, rue de Rome – quartier Opéra à Massy, lors d'une patrouille, les policiers véhiculés ont été la cible de plusieurs tirs de mortiers lancés par une dizaine d'individus, atteignant la portière du véhicule ;
- Dans la nuit du 09 février 2023 à 21h45, avenue de la Grande Borne à Grigny, suite à un vol de véhicule, les policiers intervenaient rue des radars alors que les occupants du véhicule volé tentaient de s'échapper à pied. A cette occasion, les policiers ont été visés par des tirs de mortiers lancés par d'autres individus hostiles qui s'approchaient d'eux ;
- Dans la nuit du 11 février 2023 à 22h05, au 2 rue Descartes à Evry-Courcouronnes, les policiers intervenaient suite à un appel 17 signalant la présence d'un couple dans la rue en train de se disputer. A leur arrivée sur place, les policiers faisaient l'objet de plusieurs tirs de projectiles dont des mortiers d'artifice lancés par une dizaine d'individus ;
- Dans la nuit du 15 février 2023 à 23h25, quartier du méridien à Grigny, dans le cadre d'un renfort auprès de la BAC victime d'un caillassage, l'équipage a fait l'objet d'un jet d'engin incendiaire de type cocktail molotov par trois individus cagoulés occasionnant des dégâts sur les véhicules de police ;
- Dans la nuit du 16 au 17 février 2023 à 01h00, quartier de l'Opéra à Massy, les policiers ont été requis suite à des tirs de mortiers et des feux de poubelles dans le quartier afin de procéder à la sécurisation des lieux. A leur arrivée sur place, les policiers ont fait l'objet de tirs de mortiers d'artifice lancé par un groupe d'individus hostiles.

**Considérant** la nécessité de prévenir ces désordres par des mesures adaptées et limitées dans le temps, complétant les restrictions nationales et permanentes d'acquisition, de détention et d'utilisation des artifices de divertissement conçus pour être lancés par un mortier ;

**Considérant** qu'il appartient au préfet de département compétent de prendre les mesures adaptées, nécessaires et proportionnées visant à garantir la sécurité des personnes et des biens ; que des mesures réglementant temporairement la cession des artifices de divertissement et des articles pyrotechniques les plus dangereux, ainsi que le port et transport de ces produits et des substances ou mélanges dangereux, inflammables ou corrosifs par des particuliers répondent à ces objectifs ;

Sur proposition du Sous-Préfet, Directeur de Cabinet ;

## **ARRÊTE**

**Article 1 :** La cession, à titre onéreux ou non, des artifices de divertissement des catégories F2 à F4, ainsi que celle des articles pyrotechniques des catégories T2 et P2, est interdite.

**Article 2 :** Sont interdits : la détention, le port et le transport par des particuliers :

- des artifices de divertissement des catégories F2 à F4, ainsi que des articles pyrotechniques des catégories T2 et P2 ;
- dans des conteneurs individuels, de substances ou de mélanges dangereux, inflammables ou corrosifs, au sens du règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 susvisé, tels que l'essence, le pétrole, le gaz, l'alcool à brûler, le méthanol, la térébenthine, le white spirit, l'acétone, les solvants.

**Article 3 :** Les personnes justifiant d'une utilisation des artifices de divertissement et articles pyrotechniques à des fins professionnelles titulaires du certificat de qualification prévu à l'article 6 du

décret du 31 mai 2010 susvisé ou titulaires d'un certificat de formation ou d'une habilitation prévus à l'article R. 557-6-13 du code de l'environnement, peuvent, et à ces fins exclusivement, déroger aux dispositions du présent arrêté.

**Article 4 :** En cas d'urgence et pour répondre à un besoin justifié, il peut être dérogé, sur autorisation des forces de sécurité de l'Etat délivrée lors des contrôles, aux dispositions de l'article 2 du présent arrêté dès lors qu'elles concernent le port et le transport dans des conteneurs individuels, de substances ou de mélanges dangereux, inflammables ou corrosifs, au sens du règlement (CE) n°1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 susvisé, tels que l'essence, le pétrole, le gaz, l'alcool à brûler, le méthanol, la térébenthine, le white spirit, l'acétone, les solvants.

**Article 5 :** Les mesures édictées par le présent arrêté sont applicables à compter du 28 février 2023 à compter de 20h00 jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2023 à 08h00.

**Article 6 :** Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet, le Directeur Départemental de la Sécurité Publique et le Colonel, commandant le groupement de Gendarmerie Départementale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché dans toutes les mairies du département.

Le Préfet



Bertrand GAUME

**Voies et délais de recours :** Conformément aux dispositions des articles R 421-1 à R 421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles, dans le délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)